

Note de recherche



**La paradiplomatie québécoise
en Allemagne : 50 ans
d'histoire**

Gabrielle Rousseau-Bélanger

LA PARADIPLOMATIE QUÉBÉCOISE EN ALLEMAGNE : 50 ANS D'HISTOIRE

Autrice

Gabrielle Rousseau Bélanger, M.A.

M.A. Relations internationales : Théorie sociale et gouvernance mondiale



Groupe d'études et de recherche sur l'international et le Québec, 2023

Résumé

Cette recherche explore la manière dont le Québec a mené sa paradiplomatie en Allemagne au cours des 50 dernières années. D'abord, les rapports annuels du ministère responsable des relations internationales du Québec sont analysés afin d'explorer les moyens utilisés, les secteurs d'intérêts et les activités entreprises de 1970 à 2017. Ensuite, les pratiques effectives de la paradiplomatie québécoise sont présentées en triangulant les informations recueillies lors d'entrevues originales menées avec des employés de la Délégation générale du Québec à Munich et de son Antenne à Berlin avec des sources de données supplémentaires. Ainsi, cette recherche présente une image globale de la façon dont le Québec a mené sa paradiplomatie en Allemagne au cours des 50 dernières années comme, jetant ainsi les bases de futures recherches plus approfondies sur les pratiques effectives de la paradiplomatie et sur la paradiplomatie entre le Québec et l'Allemagne.

Mots clés : Paradiplomatie ; gouvernements subnationaux ; pratiques effectives de la paradiplomatie ; relations Québec - Allemagne ; Délégation générale du Québec à Munich.

Introduction

La paradiplomatie, décrite comme "l'implication directe et, dans divers cas, autonome, dans les activités de relations extérieures" (Soldatos, 1990, p. 37) des gouvernements subnationaux, implique le travail d'acteurs qui ont été mandatés par leur gouvernement subnational pour promouvoir et représenter ses intérêts à l'international (Paquin, 2020).¹ En effet, la paradiplomatie implique qu'un gouvernement subnational, comme le gouvernement du Québec, mandate un acteur pour " négocier ou entrer en relation et défendre les intérêts de ce gouvernement directement avec d'autres acteurs à l'étranger " (Paquin, 2018, p. 6-7). Au Québec, c'est le ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) qui est mandaté par le gouvernement depuis 1967 pour promouvoir et défendre l'intérêt et la compétence du Québec à l'international.

La distinction entre paradiplomatie, protodiplomatie et paradiplomatie identitaire est importante pour comprendre le cas du Québec. Alors que la protodiplomatie fait référence aux initiatives internationales des gouvernements subnationaux qui cherchent un soutien international pour leur indépendance, la paradiplomatie identitaire est entreprise par des gouvernements subnationaux avec un fort élément nationaliste mais qui ne cherchent pas l'indépendance (Paquin, 2018). Ce concept décrit le mieux la situation du Québec, dont la stratégie internationale vise à favoriser " le développement du Québec et à obtenir la reconnaissance internationale du Québec comme nation à l'étranger " (Paquin, 2018, p. 5).

Bien que la paradiplomatie ait attiré davantage l'attention des chercheurs depuis les années 1970, ces derniers ont toutefois noté qu'il existe encore des lacunes dans ce domaine. En effet, certains chercheurs ont suggéré qu'une étude plus approfondie des pratiques effectives de la paradiplomatie pourrait fournir des informations tangibles permettant d'évaluer et de

¹ Les citations directes ont été traduites de l'anglais vers le français par l'auteurice.

mieux comprendre sous quelles conditions quel type de gouvernements subnational développera quel type d'activités, ce qui contribuerait à la compréhension théorique et conceptuelle du phénomène (Bursens & Deforche, 2010). De plus, bien que le cas de la paradiplomatie québécoise soit l'un des cas les plus documentés dans le domaine des études sur la paradiplomatie, les recherches se sont surtout penchées sur son élément nationaliste, ce qui a conduit les chercheurs à étudier et à comparer davantage le cas du Québec avec l'Écosse et la Catalogne, qui partagent également un important élément nationaliste (Keating, 1997). Ainsi, peu d'attention a été accordée aux relations paradiplomatiques entre le Québec et l'Allemagne, malgré une collaboration qui existe depuis maintenant 50 ans.

Par conséquent, cet article se veut une contribution à la littérature existante en présentant une recherche exploratoire sur les pratiques effectives de la paradiplomatie à travers le cas de la paradiplomatie québécoise en Allemagne. Plus précisément, cet article répondra à la question suivante : comment le Québec conduit-il sa paradiplomatie en Allemagne ? L'objectif est donc de faire un portrait global de la façon dont le Québec a mené sa paradiplomatie en Allemagne au cours des 50 dernières années afin de jeter les bases de futures recherches plus approfondies sur les pratiques effectives de la paradiplomatie et sur la paradiplomatie entre le Québec et l'Allemagne.

Méthodes d'analyse

Pour répondre à la question de recherche, une étude de cas unique sur les pratiques effectives de la paradiplomatie québécoise en Allemagne de 1970 jusqu'à 2021 a été réalisée. L'année 1970 a été sélectionnée comme point de départ car la représentation officielle du Québec en Allemagne a été créée à ce moment. Comme l'étude couvre une période de 50 ans, l'analyse a été menée de façon chronologique et divisée en six périodes. La publication de chaque politique internationale, une stratégie produite par le gouvernement du Québec et le MRIF pour mieux coordonner ses priorités avec son action internationale, a été choisie pour diviser les périodes. Le gouvernement a publié une politique internationale en 1985, 1991, 2001, 2006 et en 2017. Les périodes retenues pour

l'analyse sont donc les suivantes : 1970-1985, 1985-1991, 1991-2001, 2001-2006, 2006-2017, et 2017 à 2021.

Dans un premier temps, la méthode d'analyse de contenu qualitative (Mayring 1983) a été utilisée pour analyser les rapports annuels du MRIF afin d'étudier la paradiplomatie québécoise en Allemagne de 1970 à 2017. Les données ont été analysées à l'aide d'un processus de codage composé de trois catégories principales et de leurs sous-catégories respectives. Les trois catégories principales ont été construites de manière déductive, tandis que les sous-catégories ont été construites de manière inductive. Pour répondre à la question de recherche, les catégories principales *Moyens*, *Secteurs d'intérêt* et *Activités* ont été construites pour le codage.

La catégorie principale *Moyens* fait référence aux instruments et moyens utilisés par le gouvernement du Québec pour mener sa paradiplomatie en Allemagne et comprend les sous-catégories suivantes : *représentation à l'étranger, accords/ententes, réseau multilatéral et voyages/visites officielles, et missions à l'étranger*. La catégorie principale *Secteurs d'intérêt* fait référence aux secteurs pour lesquels le Québec a un intérêt à avoir ou entretient déjà des relations paradiplomatiques avec l'Allemagne et comprend les sous-catégories suivantes : *secteur économique, secteur politique, secteur culturel et social, secteur scientifique et technologique, secteur environnemental, secteur touristique, secteur de l'immigration et affaires publiques*. Enfin, la catégorie principale *Activités* fait référence aux activités entreprises dans le cadre des relations paradiplomatiques entre le Québec et l'Allemagne et comprend les sous-catégories suivantes : *réseautage, relations avec les médias, foires, rencontres avec des politiciens et/ou des ministres, prospection, programmes d'échange, attraction d'investissements, conférence/séminaire et congrès, programme de recherche, soutien aux universités, festival et concours, projets de coopération, soutien aux études québécoises, publication, demande d'information, exposition et performance artistique, soutien aux entreprises, soutien aux missions, prix et récompenses, médias sociaux, site web, Conférence des chefs de gouvernement des Régions partenaires et Groupe de travail Québec-Bavière*.

Dans un deuxième temps, les pratiques effectives de la paradiplomatie québécoise de 2017 à 2021 sont présentées en triangulant les entrevues originales réalisées avec des employés et des représentants du gouvernement du Québec travaillant à la Délégation générale du Québec à Munich (DGQMü) et à son Antenne à Berlin avec d'autres sources d'informations. Ainsi, puisque le Québec s'appuie fortement sur son réseau de représentations à l'étranger pour mener à bien ses activités internationales, les travaux récents de la DGQMü, de ses différents services et de son Antenne à Berlin sont présentés afin de mettre en lumière les tâches et responsabilités quotidiennes de la représentation du Québec en Allemagne.

Résultats

1970 - 1985

Au cours des 15 premières années, la paradiplomatie du Québec en Allemagne a été menée principalement par le biais de sa représentation à Düsseldorf, établie le 12 mars 1970, et par des voyages, visites officielles et missions à l'étranger à destination et en provenance de l'Allemagne. À partir de 1974, le gouvernement du Québec a également profité des possibilités offertes par l'Accord Canada-Allemagne relatif à la coopération scientifique et technique, signé en 1971, pour développer davantage ses relations paradiplomatiques avec l'Allemagne (Ministère des Affaires Intergouvernementales [MAIG], 1974). De plus, au milieu des années 1980, le Québec entamait les travaux préparatoires d'une future entente de sécurité sociale avec l'Allemagne (MAIG, 1986).

À cette époque, les intérêts du Québec en Allemagne étaient principalement économiques, ce qui s'est traduit par l'inauguration de la représentation du Québec à Düsseldorf en tant que Bureau économique en 1970. Au cours des premières années, la mission la plus importante du Bureau à Düsseldorf était d'attirer des investissements allemands, surtout dans le secteur manufacturier. Le Bureau a également facilité la participation de nombreux industriels québécois à diverses foires, notamment à la Hannover Messe. Ces missions étaient, à l'époque, les premières grandes missions québécoises dans le domaine de la prospection industrielle en Europe (MAIG, 1972).

Le Bureau à Düsseldorf a également organisé divers événements de prospection et de réseautage avec des acteurs économiques en Allemagne qui ont conduit dans certains cas à la conclusion de partenariats industriels ou d'investissements au Québec.

Au milieu des années 1970, le gouvernement du Québec souhaitait accroître et diversifier ses relations avec l'Europe (MAIG, 1975). En conséquence, le Bureau à Düsseldorf est devenu une Délégation, et un conseiller polyvalent a été engagé en 1974-1975. Cette diversification a été poursuivie avec le recrutement d'un attaché touristique de langue allemande l'année suivante, ce qui permit d'accroître la promotion du tourisme en Allemagne. Cependant, la section touristique a été fermée au début des années 1980. À cette époque, l'importance des échanges à caractère économique était prépondérante. Beaucoup d'activités visaient à accroître les exportations du Québec vers l'Allemagne et à soutenir les entreprises québécoises recherchant un savoir-faire industriel en Allemagne dans la préparation de missions économiques et techniques, ainsi que de visites officielles sur le territoire (MAIG, 1982).

Bien que les activités de la représentation à Düsseldorf étaient principalement dans le secteur économique, elles touchaient également les secteurs politique et culturel. Dans le secteur politique, l'un des événements les plus importants a été la visite en Allemagne, en avril 1971, du premier ministre du Québec Robert Bourassa. C'était la première visite d'un chef de gouvernement québécois dans ce pays (Brunet, 2007). Le Bureau à Düsseldorf a assisté le premier ministre lors de sa visite officielle et a soutenu l'organisation de différentes rencontres en Allemagne. La représentation à Düsseldorf a également soutenu d'autres visites et missions de politiciens québécois en Allemagne durant cette période, ainsi que plusieurs visites officielles de politiciens allemands au Québec. Les missions et les visites officielles étaient surtout à des fins économiques au début des années 1970, mais à partir du milieu des années 1970, certains ministères et institutions publiques ont organisé des missions à l'étranger avec le soutien de la représentation à Düsseldorf pour échanger sur le savoir-faire spécifique dans les secteurs social, culturel et politique en Allemagne (MAIG, 1979).

Certaines de ces visites officielles ont également contribué à faire la promotion de l'image du Québec en Allemagne, comme d'autres initiatives dans le secteur des affaires publiques. Les relations médiatiques avec l'Allemagne semblent avoir été quelque peu limitées durant cette période. La Délégation a plutôt diffusé des informations par le biais de ses propres publications. Au début de 1979, le gouvernement du Québec a préparé des bulletins d'information réguliers sur le Québec destinés à être publiés à l'étranger. La version allemande, intitulée *Quebec Heute*, était publiée mensuellement et servait à maintenir un contact permanent avec les entreprises, les universitaires, les politiciens et les journalistes allemands intéressés par les nouvelles du secteur politique et économique au Québec (MAIG, 1982). Certaines autres publications occasionnelles ont également été traduites en allemand durant cette période, comme le numéro spécial de Québec en bref en 1979.

Des activités dans le secteur culturel et social ont également été entreprises en Allemagne durant cette période, notamment à la suite du recrutement du conseiller polyvalent au milieu des années 1970. La Délégation a soutenu la présence d'artistes québécois de différentes disciplines à divers festivals et événements culturels, tels que le Festival international du film de Berlin et la Foire du livre de Francfort (MAIG, 1981). Par ailleurs, la Délégation à Düsseldorf collaborait activement avec les universités allemandes pour le développement des échanges culturels entre l'Allemagne et le Québec, notamment dans le domaine des études québécoises, et certains programmes de coopération universitaire ont également été développés. En 1978, le premier centre d'études québécoises en Allemagne, et le deuxième au monde, a été créé à l'Université de Trèves (Chartier, 2012). Plusieurs programmes de coopération avec diverses institutions ont également été développés, comme des programmes d'échange de jeunes. La Délégation a également profité de certains événements liés à la francophonie en Allemagne pour promouvoir la culture québécoise, comme le congrès annuel de l'Association allemande des professeurs de français à Bayreuth et la Semaine de la francophonie organisée par l'Institut français de Brême (MAIG, 1981).

1985 - 1991

Entre 1985 et 1991, la paradiplomatie du Québec en Allemagne a encore principalement été menée par l'intermédiaire de la représentation à Düsseldorf. Cependant, le Québec a collaboré avec l'Allemagne davantage par le biais d'accords qu'au cours des 15 années précédentes. Le Québec a continué à profiter de l'Accord Canada-Allemagne relatif à la coopération scientifique et technique et les négociations sur la sécurité sociale ont culminé le 14 mai 1987 avec la signature d'une entente en matière de sécurité sociale. Le Québec a également signé sa première entente bilatérale avec un Land allemand. Le 18 janvier 1989, le premier ministre du Québec, M. Robert Bourassa, et le ministre-président de l'État libre de Bavière, M. Max Streibl, ont signé une déclaration commune qui marquait officiellement le début de la coopération bilatérale entre le Québec et la Bavière (Ministère des Affaires Internationales [MAI], 1990).

Cette période était aussi une période de changements rapides pour la Délégation à Düsseldorf. Les tâches de la Délégation se sont diversifiées en 1985 avec l'arrivée d'un conseiller en tourisme en février, après plus de quatre ans d'absence, et d'un conseiller en immigration en mars. Le service de l'immigration, ouvert en juin 1985, concentrait ses efforts sur le recrutement d'immigrants-investisseurs ouest-allemands et autrichiens (Ministère des relations internationales [MRI], 1986). Cependant, dans le cadre de la réforme des finances publiques du gouvernement, le Québec a décidé de restructurer le réseau des représentations à l'étranger en 1986. Ainsi, la Délégation à Düsseldorf a été rétrogradée au rang de Bureau économique et touristique, et les responsabilités en matière d'immigration ont été transférées aux services d'immigration de Bruxelles et de Londres (MRI, 1988). À la suite de cette restructuration, les responsabilités du Bureau à Düsseldorf se limitaient aux questions économiques, technologiques et touristiques (MRI, 1989). Puis, à la suite du rapport de 1988 évaluant le réseau des représentations à l'étranger demandé par le ministre des Affaires Internationales, la représentation à Düsseldorf est redevenue une Délégation en 1989 (MAI, 1990).

Le secteur économique est resté le plus important dans les relations entre le Québec et l'Allemagne durant cette période.

Le MRIF travaillait en étroite collaboration avec la représentation à Düsseldorf pour renforcer la présence du Québec en Allemagne dans le secteur économique (MRI, 1985). Ainsi, la représentation à Düsseldorf a continué à fournir son appui aux industriels québécois pour participer à diverses foires, pour attirer davantage d'investissements, pour soutenir les entreprises québécoises dans la conclusion d'accords industriels et de coopération, et pour fournir un soutien technique dans la préparation de missions économiques et de visites officielles en provenance et à destination de l'Allemagne (MRI, 1988, 1989).

Des initiatives dans le secteur culturel et social ont également été entreprises au cours de cette période (MRI, 1986). Avec la restructuration de 1986, le MRIF s'est impliqué plus directement dans la promotion de la culture québécoise en Allemagne, tandis que le Bureau à Düsseldorf s'est concentré sur les questions économiques, technologiques et de touristiques. Le MRIF a apporté son soutien au développement des études québécoises en Allemagne, notamment en soutenant financièrement des centres et des programmes d'études québécoises dans diverses universités allemandes. Le MRIF a également facilité la participation de plusieurs professeurs et artistes québécois à des activités culturelles en Allemagne et a soutenu diverses activités culturelles avec différentes associations allemandes (MRI, 1988, 1989).

Dans le secteur politique, le Québec a développé des relations institutionnelles avec le gouvernement fédéral et certains Länder allemands. En effet, le Québec souhaitait renforcer ses liens avec certains Länder dont les intérêts économiques ou culturels rejoignaient ceux du Québec (MRI, 1985). De tels rapprochements se sont fait avec Berlin, qui allait devenir la capitale de l'Allemagne réunifiée en octobre 1990, la Rhénanie-du-Nord-Westphalie, la Saxe et la Bavière. Les relations avec Berlin ont été renforcées par des visites officielles et des missions des deux côtés, dont la première visite officielle du chancelier ouest-allemand Helmut Kohl au premier ministre du Québec (MAI, 1990).

Cependant, les efforts dans le secteur politique étaient surtout orientés vers le rapprochement avec la Bavière durant

cette période. La visite du ministre du Commerce Extérieur Bernard Landry en Bavière en 1984 avait jeté les bases de ce rapprochement (Feifel, 2003). Par la suite, la représentation à Düsseldorf a intensifié ses relations avec la Bavière. La visite du premier ministre Bourassa en Allemagne en janvier 1989 a formalisé ce rapprochement et le début de la coopération entre le Québec et la Bavière. Cette volonté s'est concrétisée le 18 janvier 1989 par la signature d'une première déclaration commune entre les deux régions (MAI, 1990). Dans cette déclaration commune, les deux parties ont exprimé leur volonté de créer un groupe de travail conjoint et ont établi que les principaux secteurs de coopération seraient le commerce, la science, la technologie et la culture (Feifel, 2003).

La coopération entre le Québec et la Bavière s'est également développée dans le secteur de l'environnement pour la première fois au cours de cette période. En 1990, la mission au Québec du ministre de l'Environnement et du vice-ministre de l'Économie et des Transports de la Bavière s'est conclue par la signature d'une lettre d'intention de coopération en matière d'environnement (MAI, 1992). La même année, le MRIF a participé au colloque Environnement 2000 à Munich et a collaboré à l'organisation de la deuxième partie de cet événement à Montréal en septembre 1990.

1991 - 2001

La représentation du Québec en Allemagne a subi de nombreux changements au cours de cette période. En 1992-1993, le mandat de la Délégation à Düsseldorf a été élargi, et la représentation a été élevée au rang de Délégation générale (MAI, 1993b). Puis, à la suite du réaménagement ministériel, la Délégation générale à Düsseldorf a été fermée pour des raisons budgétaires en 1996 et un délégué chargé de représenter le gouvernement du Québec en Allemagne, en Suisse et en Autriche à partir du Québec a été nommé. Puis, en février 1997, un Bureau du Québec a été établi à Munich à la demande du gouvernement bavarois (MRI, 1997). En avril 1999, la présence du Québec en Allemagne a été renforcée par la nomination d'un directeur et d'un attaché économique à Munich, et par l'établissement d'une Antenne à Berlin en août 1999 (MRI, 2000).

Dans le secteur économique, le Québec a développé davantage ses relations avec l'Allemagne dans le domaine de la coopération industrielle, technologique et scientifique. Conformément aux objectifs de la politique internationale de 1991, le MRIF a adopté une stratégie intégrant une dimension scientifique et commerciale dans ses affaires économiques avec l'Allemagne afin de favoriser une plus grande synergie entre les entreprises et les chercheurs (MAI, 1993b). Cette approche intégrée science-technologie-commerce a été favorisée dans l'appui aux entreprises québécoises et l'organisation de plusieurs visites officielles et missions, d'activités à caractère économique et technologique, dans l'attraction d'investissements et lors de foires importantes, comme la Hannover Messe. De plus, le Québec a continué de profiter de l'Accord Canada-Allemagne relatif à la coopération scientifique et technique pour développer davantage sa coopération avec l'Allemagne dans le secteur de la science et de la technologie (MAI, 1993a). À la suite réaménagement ministériel de 1996, la responsabilité du commerce extérieur a été transférée au ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, et en 1999, un attaché économique a été nommé au Bureau du Québec à Munich (MRI, 2000).

Dans le secteur culturel et social, le MRIF et la représentation à Düsseldorf ont continué à soutenir les artistes québécois dans leur participation à différentes foires, festivals et expositions en Allemagne. À partir de 1997, la représentation à Munich a également contribué à la promotion de la culture québécoise en Allemagne en soutenant les artistes québécois qui se produisaient à Munich, en apportant son soutien aux missions culturelles québécoise et en contribuant à l'organisation d'événements culturels dans la région de Munich (MRI, 1999).

Au cours de cette période, les échanges entre le Québec et l'Allemagne ont également été plus nombreux en ce qui concerne la formation professionnelle et plusieurs activités ont été organisées dans ce domaine, notamment des programmes d'échange. Le MRIF a également été actif dans la promotion des études québécoises en Allemagne en fournissant un soutien financier et technique aux centres d'études québécoises (MAI, 1993a). Divers échanges et programmes de recherche entre

universités ont également été rendus possibles grâce au soutien du MRIF. À de multiples reprises, le MRIF et la représentation à Düsseldorf ont soutenu l'organisation et la participation de Québécois à diverses conférences et séminaires dans ce domaine, comme la conférence annuelle de la *Gesellschaft für Kanada-Studien*. En 1993, le gouvernement du Québec a décerné le premier Prix d'Excellence du Québec lors de cette conférence afin d'encourager et de souligner les réalisations dans le domaine des études québécoises en Allemagne. Ce prix est maintenant remis chaque année (MAI, 1993b).

Dans le secteur des affaires publiques, le soutien aux centres d'études québécoises en Allemagne visait également à promouvoir le Québec sur le territoire puisqu'ils constituaient un moyen de diffuser de l'information sur le Québec à travers leurs propres publications. La représentation à Düsseldorf a continué à diffuser de l'information sur le territoire par la publication régulière de *Québec Heute*, puis de *Québec Info* à partir de 1996-1997. En 1997-1998, une partie du site Internet du MRIF a été rendue disponible en allemand (MRI, 1998). Des annonces ont été publiées dans des périodiques économiques allemands et la représentation à Düsseldorf a établi des liens avec des médias allemands à certaines occasions.

Dans le secteur politique, plusieurs voyages, visites officielles et missions à l'étranger ont été organisés entre le Québec et l'Allemagne, notamment avec le Brandebourg, la Bavière, la Saxe et Berlin. Déjà en 1990-1991, le MRIF avait initié ses premiers contacts avec la Saxe lors de deux missions sur le territoire, et cette période a vu une augmentation du nombre de visites et de missions de part et d'autre (MAI, 1992). En particulier, les visites au Québec de représentants du ministère de l'Environnement de la Saxe ont permis d'identifier des projets communs entre les deux gouvernements (MAI, 1993b), et en novembre 2000, le ministre québécois de l'Environnement a effectué la première mission ministérielle québécoise sur ce territoire (MRI, 2001). Le gouvernement du Québec a également cherché à renforcer ses relations institutionnelles avec Berlin durant cette période, ce qui a culminé par l'établissement d'une Antenne culturelle à Berlin en août 1999.

Les efforts dans le secteur politique ont également été consacrés à la consolidation de la coopération bilatérale entre le Québec et la Bavière. Une deuxième déclaration commune réaffirmant la coopération a été signée en 1991 lors de la première visite du ministre-président de Bavière au Québec. Ce n'est toutefois qu'en 1993 que le Groupe de Travail Québec-Bavière (GT) a été officiellement créé et que sa première réunion a eu lieu à Munich. Le GT, qui existe toujours, est chargé d'élaborer et de mettre en œuvre un programme bisannuel de projets de coopération sélectionnés relevant des secteurs de coopération Québec-Bavière et financés par les deux gouvernements (Feifel, 2003).

La fermeture de la représentation du Québec en Allemagne en 1996 a donné un nouvel élan à la coopération bilatérale entre le Québec et la Bavière. En février 1997, un nouveau Bureau du Québec a été inaugurée à Munich. Il était, entre autres, chargé du suivi des projets de coopération Québec-Bavière (MRI, 1997). En avril 1999, la Représentation de l'État de Bavière a été inaugurée à Montréal pour représenter la Bavière au Québec. Au mois d'octobre suivant, les deux gouvernements ont signé une déclaration conjointe réaffirmant la nécessité pour le Québec et la Bavière de protéger et de promouvoir leur identité culturelle face à la mondialisation et exprimant leur intention de renouveler l'accord de coopération de 1989 et de maintenir la coopération économique, scientifique, environnementale et culturelle comme secteurs prioritaires (MRI, 2000).

Le secteur environnemental a également gagné en importance au cours de cette période, notamment dans le cadre de la coopération bilatérale entre le Québec et la Bavière et dans les relations entre Québec et la Saxe. En effet, le Québec considérait que l'Allemagne, qui mettait déjà en œuvre une stratégie de développement durable à long terme, avait le potentiel de jouer un rôle déterminant dans les efforts visant à accélérer le développement technologique du Québec dans le domaine de l'environnement (MAI, 1991). En avril 1991, un accord de coopération dans le secteur de l'environnement a été signé entre le Québec et la Bavière, et des visites officielles et missions ont été effectuées par la suite dans le cadre de cet accord. De plus, cette préoccupation environnementale a été

intégrée aux activités d'autres missions individuelles et scientifiques (MAI, 1993a).

2001 - 2006

Au cours de cette période, les intérêts dans le secteur économique ont été principalement poursuivis par le biais du Bureau du Québec à Munich, dont le mandat était économique, politique et culturel. Le Bureau a aidé les entreprises et les institutions du Québec à établir des contacts avec des partenaires allemands et à participer à des foires commerciales, des conférences, des séminaires et des congrès (MRI, 2006). Des activités dans le secteur économique ont également été entreprises dans le cadre de l'entente de coopération entre le Québec et la Bavière, notamment par le biais du GT. Dans le cadre de cette coopération, plusieurs entreprises et institutions du Québec ont pu participer à des foires commerciales et à des événements de réseautage en Allemagne (MRI, 2004). La coopération avec la Bavière s'est également développée dans le secteur scientifique et technologique, où plusieurs projets de coopération et programmes de recherche ont été développés (MRI, 2006). De nombreux voyages, visites officielles et missions à l'étranger visant à consolider les relations économiques et à trouver des investissements ont également été organisés en Allemagne, et plus particulièrement en Bavière.

Dans le secteur culturel et social, le Bureau à Munich et l'Antenne à Berlin ont soutenu la réalisation de plusieurs activités culturelles sur le territoire. Située dans la capitale culturelle de l'Allemagne, l'Antenne à Berlin se concentrait principalement sur le secteur culturel au cours des premières années. L'Antenne a ainsi soutenu divers artistes québécois dans leur participation à différents festivals culturels à Berlin, ainsi que plusieurs performances artistiques et expositions dans le domaine du théâtre, de la danse et du cinéma (MRI, 2009). Des activités dans le secteur culturel et social ont également été entreprises dans le cadre de la coopération bilatérale avec la Bavière. Plusieurs projets sélectionnés par le GT ont encouragé les échanges d'étudiants, la coopération dans l'administration publique, la participation à des festivals culturels, ainsi que des représentations et des expositions artistiques (MRI, 2005). Au cours de cette période, la Convention sur la protection et la

promotion de la diversité des expressions culturelles de l'UNESCO a été une priorité importante pour le gouvernement du Québec. Le Québec a fait la promotion de cette convention en établissant des contacts dans ce domaine, en soutenant la participation d'experts québécois à des forums en Allemagne sur le sujet, et dans le cadre de visites officielles et de missions en Allemagne (MRI, 2005).

Dans le secteur des affaires publiques, le MRIF cherchait de plus en plus à promouvoir une image positive du Québec à l'étranger. La promotion des études québécoises était l'un des moyens privilégiés par le MRIF pour favoriser une perception juste du Québec et développer des réseaux d'influence dans les milieux universitaires. En ce sens, le MRIF, de concert avec l'Association internationale des Études Québécoises créée en 1997, a soutenu financièrement plusieurs centres d'études québécoises dans les universités allemandes pour diverses publications sur le Québec, ainsi que pour l'organisation et la participation à des conférences, séminaires et congrès (MRI, 2003). Le MRIF était entré en contacts avec certains médias pour promouvoir l'image du Québec à l'étranger, notamment en assurant la couverture médiatique de certaines missions et visites officielles en Allemagne. Le MRIF a également eu recours à la publication de bulletins électroniques pour diffuser de l'information. Une version allemande du bulletin électronique Québec@ctualités était publiée régulièrement et un site Web pour le Bureau à Munich a été créé en 2004-2005. De plus, le MRIF a soutenu le Bureau à Munich et l'Antenne à Berlin dans l'organisation d'événements de réseautage et d'initiatives d'affaires publiques, comme les célébrations de la Fête nationale du Québec et de la Journée de la Francophonie, afin de développer des réseaux d'influence (MRI, 2005).

Dans le secteur politique, plusieurs voyages, visites officielles et missions à l'étranger ont été organisés à destination et en provenance d'Allemagne, et plus particulièrement de Bavière (MRI, 2005). Certaines de ces visites officielles et missions ont également contribué au développement des affaires institutionnelles avec le gouvernement fédéral de l'Allemagne. La visite du premier ministre Landry en 2001 et la première visite à Berlin en janvier 2004 du premier ministre Jean Charest ont été

significatives à cet égard (MRI, 2009). L'Antenne à Berlin a également consolidé sa présence institutionnelle à Berlin en soutenant l'organisation de ces missions et visites officielles. De plus, en 2003, l'Antenne à Berlin a été relocalisée à quelques pas du Reichstag allemand, et la première célébration de la Fête Nationale du Québec à Berlin a été organisée cette même année (MRI, 2009).

Des efforts ont également été faits dans le secteur politique pour maintenir et renforcer les relations bilatérales entre le Québec et la Bavière, notamment par le biais des projets de coopération dans le cadre du GT (MRI, 2006). Les visites officielles et missions depuis et vers la Bavière ont également contribué à la consolidation de cette coopération bilatérale, comme ce fut le cas pour la visite officielle du ministre-président bavarois Edmund Stoïber au Québec en mai 2003. Lors de sa visite, il a rencontré le premier ministre Jean Charest et a signé une nouvelle déclaration commune visant à poursuivre la consolidation des relations politiques, scientifiques, technologiques, culturelles et éducatives entre le Québec et la Bavière (MRI, 2004).

En 2002, une composante multilatérale a été ajoutée à la coopération bilatérale Bavière-Québec par leur participation à la Conférence des chefs de gouvernement des Régions partenaires (RLS), un réseau politique multilatéral regroupant les gouvernements de la Bavière, de la Géorgie (USA), du Québec, de São Paulo, de Shandong, de la Haute-Autriche et du Cap Occidental. La première réunion du réseau RLS a eu lieu en 2002 à Munich et est, depuis, organisée tous les deux ans. Au cours de la première réunion en janvier 2002, les chefs de gouvernement ont adopté une déclaration sur le thème "Politique pour les générations futures" qui visait à encourager la coopération et les initiatives communes dans les domaines de l'éducation, de la jeunesse, de la formation professionnelle, du développement culturel, de l'environnement et du développement économique (MRI, 2002). La deuxième réunion du réseau RLS s'est tenue à Québec en décembre 2004 et les discussions ont porté sur les thèmes de l'innovation, du développement technologique et de la jeunesse (MRI, 2005).

De nouvelles initiatives dans le domaine de l'environnement ont également été entreprises entre le Québec et la Bavière dans le cadre du réseau RLS. Lors du premier Sommet en 2002, les chefs de gouvernement ont décidé de créer un groupe de travail de ministres responsables du développement durable et la Déclaration d'intention des régions partenaires dans le domaine du développement durable a été signée (MRI, 2003). Par ailleurs, en décembre 2005, le Sommet des leaders sur les changements climatiques sa été tenu à Montréal. Les participants ont signé une déclaration réaffirmant leur engagement à lutter contre les changements climatiques par des initiatives favorisant une économie durable et par la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Parallèlement à cet événement, le Québec et la Bavière ont signé une déclaration d'intention sur les biocarburants, faisant ainsi un geste concret dans cette direction (MRI, 2006).

2006 -2017

Cette période a vu la signature de nouveaux accords entre la Québec et l'Allemagne, comme l'entente en matière de sécurité sociale en avril 2010 (MRI, 2011). En outre, le Bureau à Munich est devenu une Délégation générale (DGQMü) et l'Antenne à Berlin est devenue un Bureau en 2006. Un délégué général a été nommé à Munich pour représenter le gouvernement du Québec en Allemagne, en Autriche et en Suisse, et les effectifs ont été augmentés avec deux nouveaux attachés à Munich et un conseiller à Berlin (MRI, 2007). Cependant, à la suite des coupures budgétaires de 2014, le Bureau à Berlin a été rétrogradé en Antenne et le personnel a été réduit (Richer, 2015).

Au cours de cette période, le Québec a également poursuivi ses intérêts dans le secteur économique en Allemagne. Le MRIF a continué d'offrir des conseils et un soutien aux entreprises et institutions québécoises pour leurs démarches dans les domaines économique et scientifique, et la DGQMü a soutenu plusieurs entreprises et institutions dans leur participation à diverses foires en Allemagne (MRI, 2007). De plus, la DGQMü a organisé et participé à des activités de réseautage avec des investisseurs en Allemagne et a fait la promotion de secteurs clés de l'économie québécoise lors de divers séminaires et conférences. La DGQMü et le Bureau à Berlin ont également

apporté leur soutien à des voyages, des visites officielles et des missions à l'étranger de nature économique à destination et en provenance de l'Allemagne (MRI, 2008). Certaines de ces visites officielles avaient également pour but de promouvoir les nouveaux outils du gouvernement pour le développement de ses relations économiques avec l'Europe : le Plan Nord et l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AECG). Le Plan Nord est un programme de développement économique des régions nordiques du Québec lancé par le gouvernement de Jean Charest en mai 2011 pour une période de 25 ans. Le gouvernement du Québec visait ainsi à attirer des investissements en Europe dans le cadre de ce programme avec l'appui de son réseau de représentations à l'étranger et d'Investissement Québec (Ministère des Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur [MRIFC], 2012a). Quant à l'AECG, la DGQMü et le Bureau à Berlin ont fait la promotion de l'accord en Allemagne tout en suivant l'évolution des négociations et de la position allemande (MRI, 2010).

Plusieurs voyages, visites officielles et missions à l'étranger dans le secteur politique ont également été organisés depuis et vers l'Allemagne afin de renforcer les relations politiques. L'année 2011 a marqué le 40^e anniversaire de la présence du Québec en Allemagne, et plusieurs initiatives ont été organisées pour souligner cette occasion, comme des visites ministérielles en Allemagne (MRIFC 2012a). Par ailleurs, le Québec voulait également continuer à développer ses relations bilatérales avec certains Länder. Cette période a ainsi vu le développement de partenariats dans divers secteurs dans le cadre de la coopération Québec - Saxe (MRI, 2008). Le Bureau à Berlin a maintenu des contacts avec le gouvernement de Saxe et a apporté son soutien à diverses activités. À la suite de la mission du délégué général à Dresde en mai 2010, le gouvernement de Saxe a reconnu le Québec comme un partenaire interrégional privilégié. Le Bureau à Berlin a également soutenu l'initiation d'autres relations bilatérales durant cette période, notamment avec le Land de Brandebourg et de Thuringe (MRI, 2011).

Des efforts ont également été déployés dans le secteur politique pour maintenir et renforcer la relation bilatérale avec la Bavière, qui était devenue l'un des plus importants partenaires politiques du Québec sur la scène internationale. De nombreux voyages, visites officielles et missions à l'étranger en provenance et à destination de la Bavière ont été organisés, comme la visite officielle du premier ministre Charest à Munich en juillet 2007, au cours de laquelle il a reçu le *Bayerischer Verdienstorden* (MRI, 2008). De plus, une nouvelle déclaration conjointe a été signée entre les deux gouvernements en mai 2008, réaffirmant les principales orientations de la relation bilatérale ainsi que les priorités de la coopération. Cette déclaration a ouvert de nouveaux domaines de coopération, comme le montre la signature en avril 2011 d'une déclaration conjointe dans le domaine de la sécurité publique, et a encouragé la mobilité des chercheurs et des étudiants dans les domaines de la recherche scientifique et de l'innovation technologique (MRIFC, 2012a). La coopération bilatérale s'est également poursuivie à travers les travaux du GT et les nombreux projets de coopération soutenus dans ce cadre.

Les relations bilatérales avec la Bavière se sont également développées grâce aux activités du réseau RLS. Lors du 6^e Sommet du réseau RLS en 2012, les régions partenaires ont exprimé leur engagement à mettre en place un réseau de chercheurs interdisciplinaires en énergie. Ce réseau RLS-Énergie a été créé en 2013 et a été chargé de favoriser les échanges scientifiques entre ses membres et de générer des projets de recherche de coopération à grande échelle, notamment dans les domaines de la valorisation énergétique des déchets, des biocarburants, de l'efficacité et de la conversion énergétique (RLS-Sciences, n.d.). De plus, plusieurs activités de promotion ont été entreprises par la DGQMü et le bureau à Berlin dans le secteur de l'environnement. En effet, le Québec, qui avait identifié l'Allemagne comme un partenaire prioritaire en Europe pour le secteur environnemental, notamment pour les technologies vertes, a augmenté ses échanges dans ce secteur (MRIFC, 2012b).

Dans le secteur des affaires publiques, le MRIF a soutenu la DGQMü et le Bureau à Berlin pour promouvoir l'image du

Québec en Allemagne avec des publications en ligne et électroniques, comme le bulletin électronique Québec@ctualités produit régulièrement par le MRIF en collaboration avec la DGQMü (MRI, 2007). À partir de 2008-2009, des publications mensuelles sous le titre Québec@Europe ont également été produites régulièrement (MRI, 2010). Le MRIF s'est également tourné vers les médias sociaux pour communiquer avec son auditoire à l'étranger et promouvoir le Québec. Ainsi, un compte Twitter a été créé pour la DGQMü en 2011-2012, suivi d'un compte Facebook. Le MRIF a également continué à apporter un soutien financier et technique aux différents centres d'études québécoises en Allemagne afin de promouvoir l'image du Québec et les partenariats avec les universités québécoises (MRI, 2007).

Plusieurs initiatives ont également été entreprises dans le secteur culturel et social. Au cours de cette période, le Bureau à Berlin a fait la promotion de l'industrie et des entreprises culturelles du Québec dans divers secteurs (cinéma, danse, arts visuels, littérature et musique, arts de la scène). De plus, le Québec a été l'invité d'honneur de plusieurs festivals culturels durant cette période, tels que le Festival de courts-métrages de Dresde et le 16^e Symposium international sur les arts électroniques (MRI, 2011). La DGQMü et le Bureau à Berlin ont également apporté un soutien financier à plusieurs entreprises culturelles, artistes et institutions pour participer à des événements en Allemagne (MRI, 2008). Certaines initiatives dans le secteur culturel ont également été rendues possibles grâce à la coopération bilatérale avec certains Länder, comme la Bavière et la Saxe. Dans le cas de la Saxe, une entente entre la Société de développement des entreprises culturelles du Québec et le Festival du Film de Dresde a été signée pour développer les échanges et la collaboration dans l'industrie de cinéma (MRI, 2007).

2017 - 2021 : La paradiplomatie québécoise en Allemagne aujourd'hui

La DGQMü est la représentation officielle du gouvernement du Québec en Allemagne, en Autriche et en Suisse. La Délégation générale est le rang le plus important du réseau de représentation

du Québec à l'étranger. Dirigée par un délégué général nommé par le gouvernement du Québec, la DGQMü et son Antenne à Berlin ont pour mandat de promouvoir les intérêts du gouvernement du Québec sur le territoire par le soutien de ses différents services.

(1) Affaires politiques, publiques et coopération

Le personnel du service des affaires politiques, publiques et coopération sont principalement chargés de développer et d'entretenir les relations avec les Länder allemands (notamment le Bade-Wurtemberg et la Rhénanie-du-Nord-Westphalie). Le volet coopération de leurs tâches concerne uniquement la coopération institutionnalisée avec la Bavière, ce qui reflète l'importance de ce partenaire pour le Québec. Par ailleurs, les responsabilités du volet affaires publiques deviennent de plus en plus importantes pour ce service. En effet, une grande importance est accordée aux médias sociaux (Twitter, LinkedIn et Facebook) comme principal moyen de diffusion de l'information sur le territoire. Ils soutiennent également les centres d'études québécoises sur le territoire afin de promouvoir le Québec en Allemagne.

De plus, le personnel organise des événements récurrents d'affaires publiques, tels que la Fête Nationale du Québec et la Journée internationale de la Francophonie pour promouvoir le Québec sur le territoire. Chaque année, autour du 24 juin, la DGQMü célèbre la Fête Nationale du Québec avec son réseau en Allemagne en organisant un événement de réseautage à Munich avec environ 200 de leurs contacts dans les secteurs politique, économique et culturel. Un autre événement à plus petite échelle est également organisé par le personnel de l'Antenne avec leurs contacts dans la région de Berlin. La célébration de la Journée internationale de la Francophonie fait également partie de ces événements récurrents. L'Organisation internationale de la Francophonie étant la seule organisation internationale dont le Québec est membre à part entière, il est important pour le Québec de promouvoir la Francophonie pour affirmer sa personnalité internationale. Presque chaque année, le 20 mars, la DGQMü organise un événement de réseautage avec ses contacts en Allemagne au cours duquel des films

québécois et d'autres pays francophones sont généralement présentés.

(2) Affaires économiques et Investissement Québec

La section des affaires économiques s'occupe principalement de tout ce qui a trait aux exportations vers l'Allemagne et au soutien des entreprises québécoises sur le territoire. Puisque l'Allemagne est un partenaire international de choix pour le Québec en matière d'innovation, le personnel de la section économique cherche aussi à développer des opportunités dans le domaine scientifique, technologique et de l'innovation entre le Québec et l'Allemagne. L'une des tâches les plus importantes de cette section est de soutenir les entreprises québécoises dans leur participation à diverses foires en Allemagne. En effet, l'Allemagne étant reconnue comme un lieu important pour les foires commerciales internationales, le Québec a un grand intérêt dans ce domaine. La Hannover Messe et gamescon sont deux foires importantes pour le Québec en Allemagne.

Investissement Québec (IQ) est une société d'État créée en 1998 dont le mandat est d'attirer et d'accroître les investissements au Québec. Étant donné l'importance des investissements directs allemands et le grand potentiel commercial et d'affaires entre le Québec et l'Allemagne, IQ a une présence physique dans les bureaux de la DGQMü depuis 2005 et s'occupe principalement ce qui a trait aux importations vers le Québec et au soutien aux entreprises allemandes souhaitant investir au Québec (Investissement Québec International, 2019). La grande restructuration d'IQ en 2020 a permis d'élargir son mandat et d'accroître la collaboration entre la représentante d'IQ et le personnel du service des affaires économiques (Investissement Québec, 2020). La Hannover Messe est également un événement récurrent important pour IQ, qui va à la rencontre d'investisseurs potentiels et fait la promotion du Québec comme lieu d'investissement en Amérique du Nord.

(3) Antenne à Berlin

Inaugurée en août 1999, l'Antenne à Berlin est sous la responsabilité de la DGQMü et de la déléguée générale à

Munich, et ne dispose à ce titre d'aucun pouvoir de décision ni d'aucune autonomie administrative. L'Antenne s'occupe principalement des affaires culturelles et institutionnelles depuis Berlin. Pour les affaires culturelles, l'une de ses principales tâches est de soutenir le développement du marché allemand pour les artistes et les entreprises québécoises dans les industries culturelles. Les arts visuels et numériques, le cinéma, la danse, le théâtre, la littérature et l'édition sont les domaines prioritaires pour le Québec en ce qui concerne le secteur culturel en Allemagne.

En ce qui concerne les affaires institutionnelles, l'Antenne à Berlin est en charge de développer et maintenir les relations avec le gouvernement et les institutions fédérales en fonction des priorités du gouvernement du Québec et des intérêts allemands. Ces dernières années, des relations ont été développées avec les autorités fédérales allemandes dans le secteur du développement durable et de l'environnement, notamment en ce qui concerne la transition énergétique et l'hydrogène vert. Le personnel de l'Antenne est également chargé de maintenir et de développer les relations avec différents Länder allemands, tels que Berlin, Hambourg et la Saxe.

Conclusion

Cette recherche représente une première étape dans l'investigation des pratiques effectives de la paradiplomatie et fournit un aperçu de la paradiplomatie québécoise en Allemagne depuis 1970. Cependant, pour voir si ces observations peuvent être généralisées, d'autres recherches sur les pratiques effectives de la paradiplomatie devraient être menées en explorant d'autres cas. Les gouvernements subnationaux partageant des caractéristiques similaires à celles du Québec, comme la Catalogne, auraient-ils une manière similaire de mener leur paradiplomatie ? Qu'en est-il des gouvernements subnationaux qui n'ont pas un fort élément nationaliste dans leur paradiplomatie ? Et qu'en est-il de la paradiplomatie québécoise dans d'autres pays ? Il existe également une Délégation générale du Québec à Tokyo depuis 1973. Le gouvernement du Québec utilise-t-il les mêmes moyens, poursuit-il les mêmes secteurs d'intérêt et entreprend-il les mêmes activités qu'en Allemagne ? Et si non, quels sont les facteurs expliquant les différences ? Comme on

peut le constater, il y a encore beaucoup de recherches à faire pour avoir une compréhension globale des pratiques effectives de la paradiplomatie. Néanmoins, cette recherche se veut comme un premier pas dans cette direction.

Note générale

Dans ce document, l'emploi du masculin pour désigner des personnes n'a d'autres fins que celle d'alléger le texte.

Déclaration de divulgation

L'auteur indique qu'il n'y a pas d'intérêts concurrents à déclarer.

Déclaration de disponibilité des données

Cet article est basé sur le mémoire de maîtrise de l'auteur. Les données qui étayent les résultats de cette étude sont disponibles en libre accès sur figshare à l'adresse <https://doi.org/10.6084/m9.figshare.20082899.v1>.

Références

- Brunet, M. (2007) : *Chronologie 1967-2007 - Ministère des Relations internationales*.
https://www.mrif.gouv.qc.ca/content/documents/fr/Chronologie_40ans.pdf
- Bursens, P. & Deforche, J. (2010): Going Beyond Paradiplomacy ? Adding Historical Institutionalism to Account for Regional Foreign Policy Competences. Dans: Criekemans, David (Ed.), *Regional Sub-State Diplomacy Today* (pp. 151-171). Martinus Nijhoff Publishers.
- Chartier, D. (2012) : Les études québécoises : institutions, regroupements, programmes, avenir. *Tangence*, 100, 105-120.
<https://doi.org/10.7202/1017873ar>
- Feifel, M. (2003) : *Regionen als "Global Players" : Das Beispiel der interregionalen Kooperation Bayern - Québec*. Synchron.
- Keating, M. (1997) : Stateless nation-building : Quebec, Catalonia and Scotland in the changing state system. *Nations and Nationalism*, 3(4), 689-717.
<https://doi.org/10.1111/j.1354-5078.1997.00689.x>
- Investissement Québec (2020). *Investissement Québec mieux équipé que jamais pour aider les entreprises à se relever et à reprendre le chemin de la croissance*.
<https://www.investquebec.com/quebec/fr/salle/de/presse/communiques/Investissement-Quebec-mieux-equipe-que-jamais-pour-aider-les-entreprises-a-reprendre-le-chemin-de-la-croissance.html>
- Investissement Québec International (2019). *IQ à Munich : pour une coopération encore plus forte!*
<https://www.investquebec.com/international/fr/salle-de-presse/nouvelle/IQ-a-Munich-pour-une-cooperation-encore-plus-forte.html>

Mayring, P. (1983). *Qualitative Inhaltsanalyse: Grundlagen und Techniken*. Beltz.

Ministère des Affaires Intergouvernementales. (1972). *Rapport annuel* 1971/72.
https://www.mrif.gouv.qc.ca/document/spdi/fonddoc/FDO_C_rapp_2753_rapport_annuel_1971_1972.pdf

Ministère des Affaires Intergouvernementales. (1974). *Rapport annuel* 1973/74.
https://www.mrif.gouv.qc.ca/document/spdi/fonddoc/FDO_C_rapp_2755_rapport_annuel_1973_1974.pdf

Ministère des Affaires Intergouvernementales. (1975). *Rapport annuel* 1974/75.
https://www.mrif.gouv.qc.ca/document/spdi/fonddoc/FDO_C_rapp_2757_rapport_annuel_1974_1975.pdf

Ministère des Affaires Intergouvernementales. (1979). *Rapport annuel* 1977-1978.
https://www.mrif.gouv.qc.ca/document/spdi/fonddoc/FDO_C_rapp_2760_rapport_annuel_1977_1978.pdf

Ministère des Affaires Intergouvernementales. (1981). *Rapport annuel* 1979-1980.
https://www.mrif.gouv.qc.ca/document/spdi/fonddoc/FDO_C_rapp_2762_rapport_annuel_1979_1980.pdf

Ministère des Affaires Intergouvernementales. (1982). *Rapport annuel* 1981-1982.
https://www.mrif.gouv.qc.ca/document/spdi/fonddoc/FDO_C_rapp_2764_rapport_annuel_1981_1982.pdf

Ministère des Affaires internationales. (1990). *Rapport Annuel* 1988-1989.
https://www.mrif.gouv.qc.ca/document/spdi/fonddoc/FDO_C_rapp_2772_rapport_annuel_1988_1989.pdf

Ministère des Affaires internationales. (1991). *Le Québec et l'interdépendance. Le monde pour horizon*.

https://www.mrif.gouv.qc.ca/document/spdi/fonddoc/FDO_C_rapp_2745_monde_pour_horizon_final.pdf

Ministère des Affaires internationales. (1992). *Rapport Annuel 1990-1991*.

https://www.mrif.gouv.qc.ca/document/spdi/fonddoc/FDO_C_rapp_2774_rapport_annuel_1990_1991.pdf

Ministère des Affaires internationales. (1993a). *Rapport Annuel 1991-1992*.

https://www.mrif.gouv.qc.ca/document/spdi/fonddoc/FDO_C_rapp_2775_rapport_annuel_1991_1992.pdf

Ministère des Affaires internationales. (1993b). *Rapport Annuel 1992-1993*.

https://www.mrif.gouv.qc.ca/document/spdi/fonddoc/FDO_C_rapp_2776_rapport_annuel_1992_1993.pdf

Ministère des Relations internationales. (1985). *Le Québec dans le monde. Le défi de l'interdépendance*.

https://www.mrif.gouv.qc.ca/document/spdi/fonddoc/FDO_C_rapp_2744_Quebec_dans_le_monde.pdf

Ministère des Relations internationales. (1986). *Rapport Annuel 1985-1986*.

https://www.mrif.gouv.qc.ca/document/spdi/fonddoc/FDO_C_rapp_2769_rapport_annuel_1985_1986.pdf

Ministère des Relations internationales. (1988). *Rapport Annuel 1986-1987*.

https://www.mrif.gouv.qc.ca/document/spdi/fonddoc/FDO_C_rapp_2770_rapport_annuel_1986_1987.pdf

Ministère des Relations internationales. (1989). *Rapport Annuel 1987-1988*.

https://www.mrif.gouv.qc.ca/document/spdi/fonddoc/FDO_C_rapp_2771_rapport_annuel_1987_1988.pdf

Ministère des Relations internationales. (1997) : *Rapport Annuel 1996-1997*.

https://www.mrif.gouv.qc.ca/document/spdi/fonddoc/FDO_C_rapp_2780_rapport_annuel_1996_1997.pdf

Ministère des Relations internationales. (1998). *Rapport Annuel 1997-1998*.

https://www.mrif.gouv.qc.ca/document/spdi/fonddoc/FDO_C_rapp_2781_rapport_annuel_1997_1998.pdf

Ministère des Relations internationales. (1999). *Rapport Annuel 1998-1999*.

https://www.mrif.gouv.qc.ca/document/spdi/fonddoc/FDO_C_rapp_2782_rapport_annuel_1998_1999.pdf

Ministère des Relations internationales. (2000). *Rapport Annuel 1999-2000*.

https://www.mrif.gouv.qc.ca/document/spdi/fonddoc/FDO_C_rapp_2783_rapport_annuel_1999_2000.pdf

Ministère des Relations internationales. (2001). *Rapport Annuel 2000-2001*.

https://www.mrif.gouv.qc.ca/document/spdi/fonddoc/FDO_C_rapp_2784_rapport_annuel_2000_2001.pdf

Ministère des Relations internationales. (2002). *Rapport annuel de gestion 2001-2002*.

https://www.mrif.gouv.qc.ca/document/spdi/fonddoc/FDO_C_rapp_2785_rapport_annuel_2001_2002.pdf

Ministère des Relations internationales. (2003). *Rapport annuel de gestion 2002-2003*.

https://www.mrif.gouv.qc.ca/document/spdi/fonddoc/FDO_C_rapp_2786_rapport_annuel_2002_2003.pdf

Ministère des Relations internationales. (2004). *Rapport annuel de gestion 2003-2004*.

https://www.mrif.gouv.qc.ca/document/spdi/fonddoc/FDO_C_rapp_2787_rapport_annuel_2003_2004.pdf

Ministère des Relations internationales. (2005). *Rapport annuel de gestion 2004-2005*.

https://www.mrif.gouv.qc.ca/document/spdi/fonddoc/FDO_C_rapp_2788_rapport_annuel_2004_2005.pdf

Ministère des Relations internationales. (2006). *Rapport annuel de gestion 2005-2006*.
https://www.mrif.gouv.qc.ca/document/spdi/fonddoc/FDO_C_rapp_2789_rapport_annuel_2005_2006.pdf

Ministère des Relations internationales. (2007). *Rapport annuel de gestion 2006-2007*.
https://www.mrif.gouv.qc.ca/document/spdi/fonddoc/FDO_C_rapp_2790_rapport_annuel_2006_2007.pdf

Ministère des Relations internationales. (2008). *Rapport annuel de gestion 2007-2008*.
https://www.mrif.gouv.qc.ca/document/spdi/fonddoc/FDO_C_rapp_2791_rapport_annuel_2007_2008.pdf

Ministère des Relations internationales. (2009). *Bureau du Québec à Berlin. Rétrospective d'une décennie d'activités*.
<https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/1947394?docref=u9YpWNvHdGCsZhj7w8cuUw>

Ministère des Relations internationales. (2010) *Rapport annuel de gestion 2009-2010*.
<https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/17225?docref=z1TbFfy3KVGcbhTFL6zfjA>

Ministère des Relations internationales. (2011) : *Rapport annuel de gestion 2010-2011*.
<https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/17225?docref=oiPRQvt9DDiarSVG0Fhh6g>

Ministère des Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur (2012a). *Rapport annuel de gestion 2011-2012*.
https://www.mrif.gouv.qc.ca/document/spdi/fonddoc/FDO_C_rapp_2976_rapportannuel.pdf

Ministère des Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur (2012b). *Stratégie du gouvernement du Québec à l'égard de l'Europe 2012-2015*.

https://www.mrif.gouv.qc.ca/content/documents/fr/strategie_quebec_europe_FR.pdf

Paquin, S. (2018) : La paradiplomatie identitaire au Québec. *Études québécoises*, 66, 3-26.

<https://doi.org/10.3828/qs.2018.14>

Paquin, S. (2020): La paradiplomatie. Dans: Balzacq, Thierry/Charillon, Frédéric/Ramel, Frédéric (Ed.), *Global Diplomacy: An Introduction to Theory and Practice* (pp. 49-61). Palgrave MacMillan.

Richer, J. (2015, 13 septembre). Le Québec abolit le quart des postes de sa diplomatie à l'étranger. *La Presse*. <https://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-quebecoise/201509/13/01-4900128-quebec-abolit-le-quart-des-postes-de-sa-diplomatie-a-letranger.php>

RLS-Sciences (n.d.): *About the RLS- Energy Network*. <https://www.rls-sciences.org/energy.html>

Soldatos, P. (1990). Un cadre explicatif pour l'étude des États fédérés en tant qu'acteurs de la politique étrangère. Dans: Michelmann, Hans J./Soldatos, Panayotis (Ed.), *Federalism and International Relations : The Role of Subnational Units* (pp. 34-53). Oxford University Press.